

Première
Internationale
150 ans de lutte.



Internationale!

juin 2014

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

C'est la lutte finale Groupons-nous, et demain...



L'Internationale, Sera le genre humain !



CHARLES KELLER

PAGE 4

ADRESSE INAUGURALE

PAGE 5

EUGÈNE VARLIN

PAGE 10

Petite Histoire de la (brève) Première Internationale

Été 1862. Lors de l'Exposition universelle de Londres des ouvriers français rencontrent leurs homologues anglais, ils décident de créer un groupe de liaison et d'œuvrer « à l'alliance future entre les travailleurs du monde » (E. Fribourg).

moyen de la réduction de la journée de travail ou de l'augmentation des salaires, on nous menace toujours de faire venir des Français, des Allemands, des Belges qui travaillent à meilleur compte. Si cela s'est fait parfois, la faute n'en est certes pas aux frères du continent, mais exclusivement à l'absence de liaison systématique entre les classes industrielles des différents pays. Nous espérons que de tels rapports s'établiront bientôt et auront pour résultat d'élever des gages trop bas au niveau de ceux qui sont mieux partagés, d'empêcher les maîtres de nous mettre dans une concurrence qui nous rabaisse à l'état le plus déplorable qui convient à leur misérable avarice. » Ce texte, signé par les leaders des trade-unions (syndicats anglais), pose les premières bases de l'A.I.T.

28 septembre 1864. Des délégués des trade-unions et des ouvriers français (qui viennent seulement, et avec bien des restrictions, d'obtenir le droit de coalition) se rencontrent. Sont aussi présents quelques émigrés allemands, dont Marx, ainsi que quelques Italiens. À l'issue du meeting de Saint-Martin's Hall, il est décidé de la création de l'Association Internationale des Travailleurs, un congrès annuel est décidé (le premier aura lieu à Genève en 1866).

Marx, nommé dans le comité chargé de rédiger les statuts et le texte introductif, opèrera seul à partir des versions antérieures d'autres membres de ce comité. Il faut noter qu'à part les Allemands, personne ou presque dans l'A.I.T. ne connaît Marx, et encore moins nombreux sont ceux qui l'ont lu. L'influence intellectuelle principale, surtout chez les Français, est le mutuellisme proudhonien. Certains exilés français à Londres sont quant à eux proches des thèses révolutionnaires de Blanqui.

1867-1868. Grandes grèves en France, Belgique, etc. L'A.I.T. va jouer le rôle de relais entre les caisses de résistance à l'échelon européen. Lors de la grève des ouvriers du bâtiment de Genève au printemps 1868, l'aide apportée par les ouvriers français, permet de faire plier le patronat suisse, Eugène Varlin récolte en France 10 000 francs (plus de 30 000 €) pour les trois mille ouvriers grévistes.

Cette même année 1868, Bakounine adhère à l'AIT. C'est alors qu'une partie des représentants français vont évoluer vers le collectivisme anti-étatique. Selon Malon, l'un des Internationaux parisiens, l'A.I.T. regrouperait un million de membres, représentés par une centaine de délégués lors du congrès de Bruxelles en septembre 1868, alors que deux ans auparavant il n'y aurait eu que 70 000 adhérents.

1869. De nouvelles grèves éclatent, en particulier en

France. Les caisses de résistance ont de plus en plus de mal à soutenir les mouvements. Lors de congrès de Bâle en septembre 1869, les dissensions entre les différents courants se font sentir. Les anti-autoritaires, les « bakouninistes », sont majoritaires (près d'un tiers des voix des délégués) face d'une part aux collectivistes, ralliés à Marx, et d'autre part aux mutuellistes proudhoniens, qui ne sont plus représentés que par quelques délégués.

La Fin de l'Internationale (1870-1872). La guerre de 1870, puis la Commune de Paris, mettent quasiment fin à l'A.I.T. en France. Ses membres, qui pour la plupart s'engagent activement aux côtés des Communards, sont tués, emprisonnés, déportés ou exilés. Le conflit entre bakouninistes et marxistes, mis entre parenthèses pendant le conflit, reprend et voit son apogée avec l'exclusion des bakouninistes lors du congrès de La Haye en 1872. Ces derniers, représentés en Suisse par la Fédération Jurassienne, créent l'Internationale anti-autoritaire, dont le premier congrès a lieu à Saint-Imier. Le siège de l'A.I.T. est transféré à New-York, en 1876 le congrès de Philadelphie officialise la fin de la Première Internationale. Quatre ans plus tard, l'Internationale anti-autoritaire disparaît elle aussi.

Malgré ces soubresauts et les vicissitudes de l'Histoire, pour la première fois des ouvriers de différents pays s'unissent pour triompher de la bourgeoisie. Et, comme l'indique Marx dans le rapport du Conseil Général de l'A.I.T. lors du congrès de Bruxelles : « Il n'y a que l'entente internationale des classes ouvrières qui puisse garantir leur triomphe définitif. Ce besoin a donné naissance à l'Association Internationale des Travailleurs. Elle n'est fille ni d'une secte, ni d'une théorie. Elle est le produit spontané du mouvement prolétaire, engendré lui-même par les tendances naturelles et irrépressibles de la société moderne. » On peut se demander si ce ne sont pas les théories qui ont entraîné sa chute, alors que ses réussites, en particulier lors des grèves entre 1867 et 1869, sont bien liées à la spontanéité même des ouvriers. « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » posait le texte des règles provisoires de l'A.I.T., la solidarité internationale des travailleurs qui s'est manifestée pendant la durée d'existence de l'A.I.T. a montré cette possibilité.

La majorité des citations vient du livre de Mathieu Léonard, *L'Émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première internationale*, La Fabrique.

Bakou



R

Bibliographie AIT & Commune :

Léonard, Mathieu, *L'Émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première internationale*, La Fabrique, 16 €. Seul livre récent sur l'AIT, l'ouvrage est clair, documenté, intéressant... nous le recommandons vivement.

Cordillot, Michel, *Aux origines du socialisme moderne : La Première Internationale, la Commune de Paris, l'Exil*, éditions de L'Atelier, 22,35 €.

Thombs, Robert, *Paris, bivouac des révolutions. La Commune de 1871*, Libertalia, 20 €. Ouvrage de référence sur la Commune, traduit récemment en français.

Enckell, Marianne, *La Fédération jurassienne*, Entremonde, 12,00 €.

Drogoz, Collette et Gérard Leidet (coord.), *1870-1871 Autour de la Commune de Marseille. Aspects du mouvement communal dans le Midi*, Syllepse, 15,00 €.

Fournier, Éric, *Paris en ruines. Du Paris haussmannien au Paris communard*, Imago, 22,50 €.

Fournier, Éric, *La Commune n'est pas morte. Les usages politiques du passé de 1871 à nos jours*, Libertalia, 13 €.

On peut aussi se procurer d'occasion :

Christian Labrande, *La Première Internationale*, 10/18 (rapports des congrès successifs de l'A.I.T.).

Bakounine & Marx, *Socialisme autoritaire ou libertaire*, 10/18, 2 vol.

C. Talès, *La Commune de 1871*.

Témoignages d'époque :

Guillaume, James, *L'Internationale. Documents et souvenirs* (2 volumes), Ivrea, 39,00 € / vol. (témoignage d'un « jurassien » sur l'AIT)

Varlin, Eugène & Lejeune, Paule, *Pratiques militantes & écrits d'un ouvrier communard*, L'Harmattan, 16,80 €.

Lefrançais, Gustave, *Souvenirs d'un révolutionnaire. De juin 1848 à la Commune*, La Fabrique, 27,00 €.

Lissagaray, Prosper-Olivier, *Histoire de la Commune de 1871, La découverte*, 13,50 €. (La Commune, barricade par barricade...)

Michel, Louise, *La Commune. Histoire et souvenirs*, La Découverte, 12 €.

BD, film, romans :

Vautrin-Tardi, *Le cri du peuple*, 4 vol., Casterman, 18,50 € / vol.

Watkins, Peter, *La Commune*, Doriane Films, 25,00 €.

Vallès, Jules, *L'Enfant*, Folio, 6,80 € ; *Le Bachelier*, Folio, 6,20 € ; et surtout *L'Insurgé*, Folio, 7,90 €.



L'abruti du siècle et demi

Il n'est pas très élégant de dire du mal des morts, mais enfin, la première internationale ne comptant plus guère de membres fondateurs en bonne santé, rabattons-nous sur un lauréat que notre modeste rubrique sortira de l'oubli pour un court instant.

C'est un travers commun à toutes les époques de croire que les turpitudes du moment sont nouvelles. Ainsi raillant la dérive de Hollande, on a déjà oublié Eric Besson, socialiste devenu le chasseur en chef des roms de Sarkozy. Certes, Besson n'avait rien inventé, et devait faire sourire tendrement son collègue de gouvernement Kouchner, passé quant à lui sans problème de la III^e Internationale (UEC) aux lambris dorés du Quai d'Orsay sous un président de droite extrême.

Petits joueurs, toutefois que notre tandem sarkophile, à côté de l'impayable Gustave Hervé, militant socialiste, antimilitariste virulent qui porta le retournement de veste à son acmé le 1^{er} janvier 1916. C'est en ce glorieux jour, en effet, qu'il changea le nom de son journal *La Guerre sociale* en *La Victoire*, journal devenu depuis l'Union Sacrée aussi prompt à bouffer du boche et à faire dézinguer du poilu, qu'il était avant 14 à appeler à la grève générale et au sabotage.

Gustave finit sa vie tranquillement en se définissant comme bolcheviste (sic) et fasciste.

Une figure, une épée, un cador !

Mais... il ne sera pas notre lauréat. Notre jury intransigeant sur l'appartenance de l'impétrant à la première internationale, lui a préféré Albert Marie Richard.

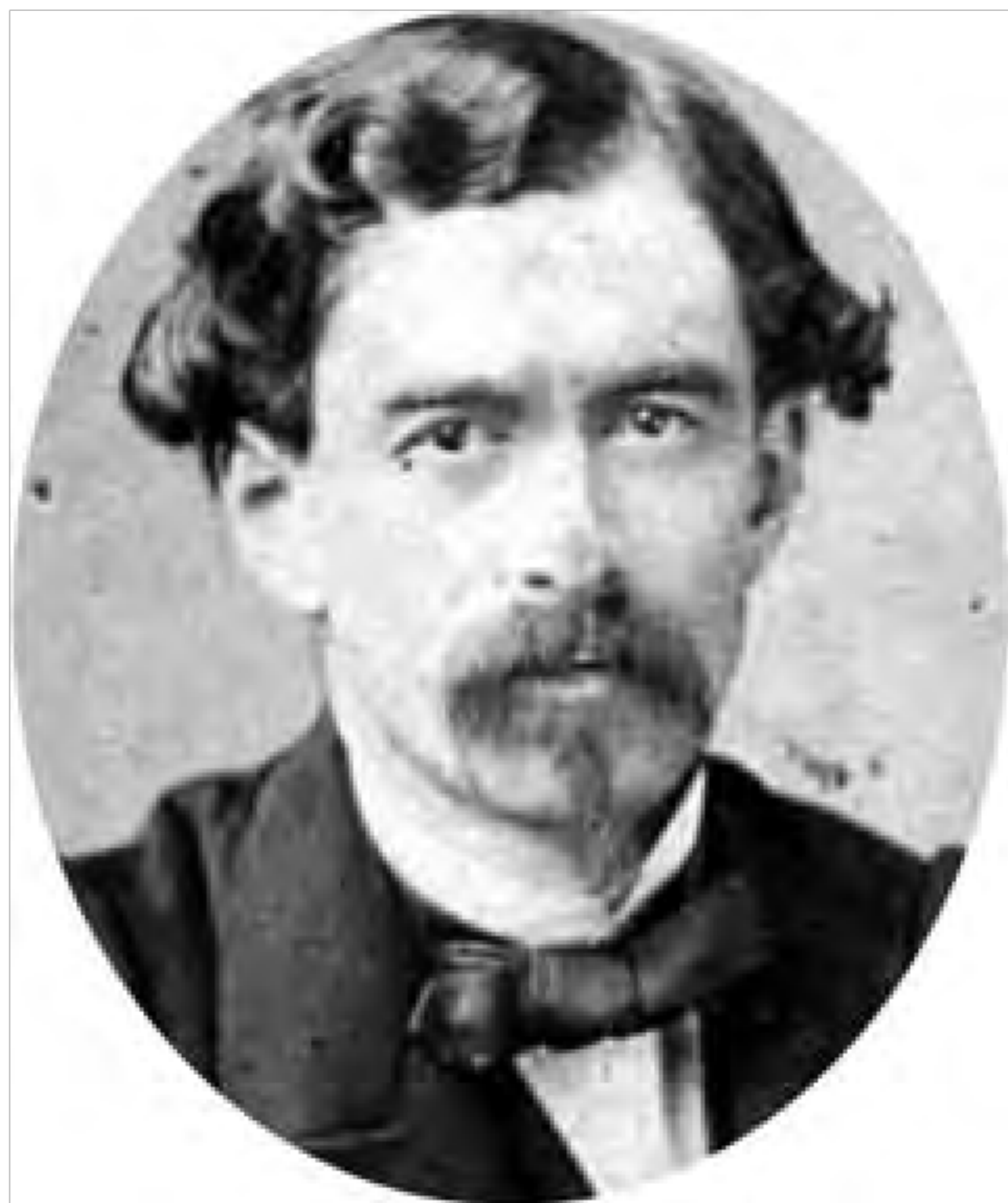
Fondateur puis animateur de la section Lyonnaise de l'AIT en 1867, il fut délégué à Bruxelles et à Bâle les années suivantes aux congrès de l'AIT. Il gagna sa section aux thèses Bakouninistes ce qui en soi est une bonne idée. Seulement voilà, l'histoire et Bakounine le rattrapèrent à domicile en septembre 1870, quand éclata la commune de Lyon, avant celle de Paris, et que Mikhaïl Aleksandrovitch y pointa le bout de son auguste nez. Bernard Noël dans son *Dictionnaire de la Commune* nous raconte qu'Albert Richard « évita prudemment de se montrer lors des deux insurrections qui marquèrent la commune Lyon, mais n'en réussit pas moins à se faire passer pour leur inspirateur ». Un premier rendez vous manqué avec l'histoire qui fâcha Mikhaïl Bakounine, on le comprend. N'écoutant alors que son courage Albert Marie partit en exil rejoindre Napoléon III pour lui offrir ses services. Napoléon le Petit finança la brochure de notre lauréat intitulée *L'Empire et la France nouvelle*, qui deux ans après la proclamation de la république recommandait « la solidarité de tous les producteurs, capitalistes et travailleurs », en assurant que « l'Empire c'est la révolution sous sa seule forme durable ». Finissons en citant toujours Bernard Noël « Il ne restait plus à Richard qu'à faire une belle carrière socialiste ».

R

Charles Keller : un International près de chez nous !

Vous connaissez la rue Charles-Keller au faubourg des Trois Maisons à Nancy ? Bien que les plaques n'en laissent rien transparaître, il a été un grand militant de l'Association Internationale des Travailleurs.

Né dans une famille bourgeoise et républicaine à Mulhouse en 1843, militant dès l'adolescence, Charles Keller travaille plusieurs années dans une filature de laine et fait des études à Strasbourg. Après avoir obtenu un diplôme d'ingénieur civil, il devient le directeur d'une filature à Willer (Haut-Rhin). Dénoncé en février 1868 pour son activisme, il doit fuir et s'installer à Paris où il se lie à plusieurs militants ouvriers.



En septembre 1868, avec Bakounine et d'autres militants Charles Keller quitte la Ligue de la Paix et de la Liberté qui refuse de se prononcer pour « *l'égalisation économique et sociale des classes et des individus* ». Ils fondent alors l'Alliance internationale de la démocratie socialiste (AIDS) et rejoignent l'AIT. En 1870, quelques jours avant la déclaration de guerre entre l'Allemagne et la France, Charles Keller est avec d'autres Internationaux l'auteur d'une adresse contre la guerre où on peut lire : « *Frères d'Allemagne, au nom de la paix, n'écoutez pas les voix stipendiées ou serviles qui chercheraient à vous tromper sur le véritable esprit de la France. Restez sourds à des provocations insensées, car la guerre entre nous serait une guerre fratricide... Nos divisions n'amèneraient des deux côtés du Rhin que le triomphe complet du despotisme* ». (Le Réveil, 12 juillet 1870).

Après avoir participé à la campagne de 1870 dans une compagnie de francs-tireurs et dans la légion des mobilisés d'Alsace-Lorraine, Charles Keller rejoint Paris à pied depuis Mulhouse. Arrivé dans la capitale le 10 mai 1871, il combat avec les Communards et il est blessé à la barricade du Château d'Eau le 25 mai. Au cours de l'été, il réussit à rentrer dans sa famille avec un passeport alsacien, puis il s'exile en Suisse.

Après l'amnistie, Charles Keller s'installe à Belfort, puis à Nancy. Auteur de poèmes (sous le nom de Jacques Turbin), compositeur de chants révolutionnaires, il se lie aux artistes et intellectuels de la ville. Avec le verrier Emile Gallé et d'autres dreyfusard, artistes, universitaires et étudiants, Charles Keller fonde l'Université Populaire en 1899 pour contrer l'influence de l'église catholique, antisémite et réactionnaire, dans le monde ouvrier. Il achète une maison en ruine au n°2 de la rue Drouin, la fait raser et y fait construire une bâtisse neuve dont le fronton, réalisé par Victor Prouvé, symbolise l'alliance du Travail et de la Pensée. La Maison du Peuple accueillera l'Université populaire en 1902, puis la Fédération des syndicats à partir de 1907.

Charles Keller meurt à Nancy le 19 juillet 1913. Il nous reste de lui quelques chants, des poèmes et d'autres écrits, et la Maison du Peuple que sa veuve a léguée à la CGT en 1923.

Sources : <http://militants-anarchistes.info> <http://www.cgt-ud54.fr>



Gravure extraite de
L'Internationale de F. Masereel

Association Internationale des Travailleurs

Adresse inaugurale (1864)

Ouvriers,

C'est un fait très remarquable que la misère des masses travailleuses n'a pas diminué de 1848 à 1864, et pourtant cette période défie toute comparaison pour le développement de l'industrie et l'extension du commerce. En 1850, un organe modéré de la bourgeoisie anglaise, très bien informé d'ordinaire, prédisait que si l'exportation et l'importation de l'Angleterre s'élevaient de 50 %, le paupérisme tomberait à zéro. Hélas ! le 7 avril 1864, le chancelier de l'Echiquier charmait son auditoire parlementaire en lui annonçant que le commerce anglais d'importation et d'exportation était monté en 1863 « à 443 955 000 livres sterling, somme étonnante qui surpasse presque des deux tiers le commerce de l'époque, relativement récente, de 1843 ». Mais en même temps, il parlait éloquemment de la « misère ». « Songez, s'écria-t-il, à ceux qui vivent sur le bord de cet horrible état », aux « salaires qui n'augmentent point », à la « vie humaine qui, dans neuf cas sur dix, n'est qu'une lutte pour l'existence. » Encore ne disait-il rien des Irlandais que remplacent graduellement les machines dans le Nord, les troupeaux de moutons dans le Sud, quoique les moutons eux-mêmes diminuent dans ce malheureux pays, moins rapidement, il est vrai, que les hommes. Il ne répétait pas ce que venaient de dévoiler, dans un accès soudain de terreur, les représentants les plus élevés des dix mille supérieurs. Lorsque la panique des garrotteurs (2) atteignit un certain degré, la Chambre des Lords fit faire une enquête et un rapport sur la transportation et la servitude pénales. La vérité fut ainsi révélée dans

le volumineux Livre bleu de 1863 (3), et il fut démontré, par des faits et chiffres officiels, que les pires des criminels condamnés, les forçats de l'Angleterre et de l'Ecosse, travaillaient beaucoup moins et étaient beaucoup mieux nourris que les travailleurs agricoles des mêmes pays. Mais ce n'est pas tout. Quand la guerre civile d'Amérique (4) eut jeté sur le pavé les ouvriers des comtés de Lancaster et

de Chester, la même Chambre des Lords envoya un médecin dans les provinces manufacturières, en le chargeant de rechercher le minimum de carbone et d'azote, administrable sous la forme la plus simple et la moins chère, qui pût suffire en moyenne « à prévenir les maladies causées par la famine ». Le docteur Smith, le médecin délégué, trouva que 28 000 grains de carbone et 1 330 grains d'azote par semaine étaient nécessaires, en moyenne, à un adulte... uniquement pour le préserver des maladies causées par la famine ; de plus, il trouva que cette quantité n'était pas fort éloignée de la maigre nourriture à laquelle l'extrême détresse venait de réduire les ouvriers cotonniers (5). Mais, écoutez encore. Le

même savant médecin fut, un peu plus tard, délégué de nouveau par le département médical du Conseil privé, afin d'examiner la nourriture des classes travailleuses les plus pauvres. Le Sixième rapport sur l'état de la santé publique, publié par ordre du Parlement, dans le courant de cette année, contient le résultat de ses recherches. Qu'a découvert le docteur ? Que les tisseurs en soie, les couturières, les gantiers, les tisserands de bas, etc., ne recevaient pas toujours, en moyenne, la misérable pitance des ouvriers cotonniers, pas même la quantité de carbone et d'azote « suffisant uniquement à prévenir les maladies causées par la famine ».

« En outre, nous citons textuellement le rapport, l'examen de l'état des familles agricoles a démontré que plus du cinquième d'entre elles est réduit à une quantité moins que suffisante d'aliments carboniques, et plus du tiers à une quantité moins que suffisante d'aliments azotés ; que dans trois comtés, Berkshire, Oxfordshire et Somersetshire, l'insuffisance des aliments azotés est, en moyenne, le régime local. »

« Il ne faut pas oublier, ajoute le rapport officiel, que la privation de nourriture n'est supportée qu'avec répugnance, et qu'en règle générale, le manque de nourriture suffisante n'arrive jamais que précédé de bien d'autres privations... La propreté même est regardée comme une chose très chère et difficile, et, quand le respect de soi-même s'efforce de l'entretenir, chaque effort de la sorte est nécessairement payé par un surcroît des tortures de la faim.



La Première Internationale. Congrès de Genève (3-8 septembre 1864).

« Ce sont des réflexions d'autant plus douloureuses, qu'il ne s'agit pas ici de la misère méritée par la paresse, mais, dans tous les cas, de la détresse d'une population travailleuse. En fait, le travail qui n'assure qu'une si maigre pitance est, pour la plupart, extrêmement long. »

Le rapport dévoile ce fait étrange et même inattendu que

« de toutes les parties du Royaume-Uni », c'est-à-dire l'Angleterre, le Pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande, « c'est la population agricole de l'Angleterre », précisément de la partie la plus opulente, « qui est incontestablement la plus mal nourrie », mais que même les plus pauvres laboureurs des comtés de Berks, d'Oxford et de Somerset sont beaucoup mieux nourris que la plupart des ouvriers de l'Etat de Londres, travaillant à domicile.

Telles sont les données officielles publiées par ordre du Parlement, en 1864, dans le millénaire du libre-échange, au moment même où le chancelier de l'Echiquier racontait à la Chambre des Communes que

« la condition des ouvriers anglais s'est améliorée, en moyenne, d'une manière si extraordinaire que nous n'en connaissons point d'exemple dans l'histoire d'aucun pays, ni d'aucun âge. »

De quel son discordant ces exaltations officielles sont percées par une brève remarque du non moins officiel Rapport sur l'état de la santé publique :

« La santé publique d'un pays signifie la santé de ses masses, et il est presque impossible que les masses soient bien portantes, si elles ne jouissent pas, jusqu'au plus bas de l'échelle sociale, au moins du plus modeste bien-être. »

Ebloui par le « Progrès de la Nation », le chancelier de l'Echiquier voit danser devant ses yeux les chiffres de ses statistiques. C'est avec un accent de véritable extase qu'il s'écrie :

« De 1842 à 1852, le revenu imposable du pays s'est accru de 6 % ; dans les huit années de 1853 à 1861, il s'est accru de 20 %, si l'on prend pour base 1853 ; c'est un fait si étonnant qu'il est presque incroyable !... Cette vertigineuse montée de richesses et de puissance, ajoute W. Gladstone, se limite entièrement aux classes possédantes. »

Si vous voulez savoir à quelles conditions de santé perdue, de morale flétrie et de ruine intellectuelle, cette « vertigineuse montée de richesses et de puissance, limitée entièrement aux classes possédantes », a été et est produite par les classes laborieuses, voyez la description qui est faite des ateliers de couture pour hommes et pour dames, et d'imprimeries, dans le dernier « Rapport sur l'état de la santé publique ». Comparez le « Rapport de la commission pour examiner le travail des enfants », où il est constaté, par exemple, que

« la classe des potiers, hommes et femmes, présente une population très dégénérée, tant sous le rapport physique que sous le rapport intellectuel » ; que « les enfants infirmes deviennent ensuite des parents infirmes » ; que « la dégénération de la race en est une conséquence absolue » ; que « la dégénération de la population du comté de Staffer serait beaucoup plus avancée, n'était le recrutement continu des pays adjacents et les mariages mixtes avec des races plus robustes. »

Jetez un coup d'œil sur le Livre bleu de M. Tremenheere : Griefs et plaintes des journaliers boulangers. Et qui n'a pas frissonné en lisant ce paradoxe des inspecteurs des fabriques, certifié par le RegistrarGeneral, d'après lequel la santé des ouvriers du comté de Lancaster s'est améliorée considérablement, quoiqu'ils soient réduits à la plus misérable nourriture, parce que le manque de coton les a chassés des fabriques cotonnières, que la mortalité infantile a diminué, parce que, enfin, il est permis aux mères de donner le sein aux nouveau-nés, au lieu du cordial de Godfrey.

Mais retournez encore une fois la médaille ! Le Tableau de l'impôt des revenus et des propriétés, présenté à la Chambre des Communes le 20 juillet 1864, nous apprend que du 5 avril 1862 au 5 avril 1863, treize personnes ont grossi les rangs de ceux dont les revenus annuels sont évalués par le collecteur des impôts à 50 000 livres sterling et au-delà, c'est-à-dire que leur nombre est monté, en une seule année, de 67 à 80. Le même Tableau dévoile le fait

curieux que 3 000 personnes à peu près partagent entre elles un revenu annuel d'environ 25 000 000 de livres sterling, plus que la somme totale distribuée annuellement entre tous les laboureurs de l'Angleterre et du Pays de Galles. Ouvrez le registre du cens de 1861, et vous trouverez que le nombre des propriétaires terriens en Angleterre et dans le Pays de Galles s'est réduit de 16 934 en 1851 à 15 066 en 1861 ; qu'ainsi la concentration de la propriété du sol s'est accrue en dix années de 11 %. Si la concentration de la propriété foncière dans les mains d'un petit nombre suit toujours le même progrès, la question agraire deviendra

singulièrement simplifiée, comme elle l'était dans l'Empire romain quand Néron eut un fin sourire à la nouvelle que la moitié de la province d'Afrique était possédée par six chevaliers.

Nous nous sommes appesantis sur ces « faits si étonnants qu'ils sont presque incroyables », parce que l'Angleterre est à la tête de l'Europe commerciale et industrielle. Rappelez-vous qu'il y a quelques mois à peine, un des fils réfugiés de Louis-Philippe félicitait publiquement le travailleur agricole anglais de la supériorité de son lot par rapport à celui, moins prospère, de ses camarades de l'autre côté de la Manche. En vérité, si nous tenons compte de la différence des circonstances locales, nous voyons les faits anglais se reproduire sur une plus petite échelle, dans tous les pays industriels et progressifs du continent. Depuis 1848, un développement inouï de l'industrie et une expansion inimaginable des exportations et des importations ont eu lieu dans ces pays. Partout « la montée de richesses et de puissance entièrement limitée aux classes possédantes » a été réellement « vertigineuse ». Partout, comme en Angleterre, une petite minorité de la classe ouvrière a obtenu une légère augmentation du salaire réel ; mais, dans la plupart des cas, la hausse du salaire nominal ne dénotait pas plus l'accroissement du bien-être des salariés que l'élévation du coût de l'entretien des pensionnaires, par exemple, à l'hôpital des pauvres ou dans l'asile des orphelins de la métropole, de 7 livres 7 shillings 4 pence en 1852, à 9 livres 15 sh. 8 p. en 1861, ne leur bénéficia ni n'augmente leur bien-être. Partout les grandes masses de la classe laborieuse descendaient toujours plus bas, dans la même proportion au moins que les classes placées au-dessus d'elle montaient plus haut sur l'échelle sociale. Dans tous les pays de l'Europe – c'est devenu actuellement une vérité incontestable pour tout esprit



impartial, et déniée par ceux-là seuls dont l'intérêt consiste à promettre aux autres monts et merveilles –, ni le perfectionnement des machines, ni l'application de la science à la production, ni la découverte de nouvelles communications, ni les nouvelles colonies, ni l'émigration, ni la création de nouveaux débouchés, ni le libre-échange, ni toutes ces choses ensemble ne supprimeront la misère des classes laborieuses ; au contraire, tant qu'existera la base défectueuse d'à-présent, chaque nouveau progrès des forces productives du travail aggravera de toute nécessité les contrastes sociaux et fera davantage ressortir l'antagonisme social. Durant cette « *vertigineuse* » époque de progression économique, la mort d'inanition s'est élevée à la hauteur d'une institution sociale dans la métropole britannique. Cette époque est marquée, dans les annales du monde, par les retours accélérés, par l'étendue de plus en plus vaste et par les effets de plus en plus meurtriers de la peste sociale appelée la crise commerciale et industrielle.

Après la défaite des révolutions de 1848, toutes les associations et tous les journaux politiques des classes ouvrières furent écrasés sur le continent par la main brutale de la force ; les plus avancés parmi les fils du travail s'enfuirent désespérés outre Atlantique, aux Etats-Unis, et les rêves éphémères d'affranchissement s'évanouirent devant une époque de fièvre industrielle, de marasme moral et de réaction politique. Dû en partie à la diplomatie anglaise qui agissait, alors comme maintenant dans un esprit de fraternelle solidarité avec le cabinet de Saint-Pétersbourg, l'échec de la classe ouvrière continentale répandit bientôt ses effets contagieux de ce côté de la Manche. La défaite de leurs frères du continent, en faisant perdre tout courage aux ouvriers anglais, toute foi dans leur propre cause, rendait en même temps aux seigneurs terriens et aux puissances d'argent leur confiance quelque peu ébranlée. Ils retirèrent insolemment les concessions déjà annoncées. La découverte de nouveaux terrains aurifères amena une immense émigration et creusa un vide irréparable dans les rangs du prolétariat de la Grande-Bretagne. D'autres, parmi ses membres les plus actifs jusque-là, furent séduits par l'appât temporaire d'un travail plus abondant et de salaires plus élevés et devinrent ainsi des « briseurs de grève politiques ». En vain essaya-t-on d'entretenir ou de réformer le mouvement chartiste, tous les efforts échouèrent complètement. Dans la presse, les organes de la classe ouvrière moururent l'un après l'autre de l'apathie des masses et, en fait, jamais l'ouvrier anglais n'avait paru accepter si entièrement sa nullité politique. Si autrefois il n'y avait pas eu solidarité d'action entre la classe ouvrière de la Grande-Bretagne et celle du continent, maintenant il y a, en tout cas, entre elles, solidarité de défaite.

Cependant cette période écoulée depuis les révolutions de 1848 a eu aussi ses compensations. Nous n'indiquerons ici que deux faits très importants.

Après une lutte de trente années, soutenue avec la plus admirable persévérance, la classe ouvrière anglaise, profitant d'une brouille momentanée entre les maîtres de la terre et les maîtres de l'argent, réussit à enlever le bill de dix heures (6). Les immenses bienfaits physiques, moraux et intellectuels qui en résultèrent pour les ouvriers des manufactures ont été enregistrés dans les rapports bis-annuels des inspecteurs des fabriques et, de tous côtés, on se plaît maintenant à les reconnaître. La plupart des gouvernements continentaux furent obligés d'accepter la loi anglaise dans les manufactures, sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais est lui-même chaque année forcé d'étendre et d'élargir le cercle de son action. Mais à côté de son utilité pratique, il y a

dans la loi certains autres caractères bien faits pour en rehausser le merveilleux succès. Par la bouche de ses savants les plus connus, tels que le docteur Ure, le professeur Senior et autres philosophes de cette trempe, la classe moyenne avait prédit et allait répétant que toute intervention de la loi pour limiter les heures de travail devait sonner le glas de l'industrie anglaise qui, semblable au vampire, ne pouvait vivre que de sang, et du sang des enfants, par-dessus le marché. Jadis, le meurtre d'un enfant était un rite mystérieux de la religion de Moloch, mais on ne le pratiquait qu'en des occasions très solennelles, une fois par an peut-être, et encore Moloch n'avait-il pas de penchant exclusif pour les enfants du pauvre. Ce qui dans cette question de la limitation légale des heures de travail, donnait au conflit un véritable caractère d'acharnement et de fureur, c'est que, sans parler de l'avarice en émoi, il s'agissait là de la grande querelle entre le jeu aveugle de l'offre et de la demande, qui est toute l'économie politique de la classe bourgeoise, et la production sociale contrôlée et régie par la prévoyance sociale, qui constitue l'économie politique de la classe ouvrière. Le bill des dix heures ne fut donc pas seulement un important succès pratique ; ce fut aussi le triomphe d'un principe ; pour la première fois, au grand jour, l'économie politique de la bourgeoisie avait été battue par l'économie politique de la classe ouvrière.

Mais il était réservé à l'économie politique du travail de remporter bientôt un triomphe plus complet encore sur l'économie politique de la propriété. Nous voulons parler du mouvement coopératif et surtout des manufactures coopératives créées par l'initiative isolée de quelques « bras » entreprenants. La valeur de ces grandes expériences sociales ne saurait être surfaite. Elles ont montré par des faits, non plus par de simples arguments, que la production sur une grande échelle et au niveau des exigences de la science moderne pouvait se passer d'une classe de patrons employant une classe de salariés ; elles ont montré qu'il n'était pas nécessaire pour le succès de la production que l'instrument de travail fût monopolisé et servît d'instrument de domination et d'extorsion contre le travailleur lui-même ; elles ont montré que comme le travail esclave, comme le travail serf, le travail salarié n'était qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé exécuté avec entrain, dans la joie et le bon vouloir. En Angleterre, c'est Robert Owen qui jeta les germes du système coopératif ; les entreprises des ouvriers, tentées sur le continent, ne furent en fait que la réalisation pratique des théories non découvertes, mais hautement proclamées en 1848.

En même temps, l'expérience de cette période (1848-1864) a prouvé jusqu'à l'évidence que, si excellent qu'il fût en principe, si utile qu'il se montrât dans l'application, le travail coopératif, limité étroitement aux efforts accidentels et particuliers des ouvriers, ne pourra jamais arrêter le développement, en proportion géométrique, du monopole, ni affranchir les masses, ni même alléger un tant soit peu le fardeau de leurs misères. C'est peut-être précisément le motif qui a décidé de grands seigneurs bien intentionnés, des hâbleurs-philanthropes bourgeois et même des économistes pointus à accabler tout à coup d'éloges affadissants ce système coopératif qu'ils avaient en vain essayé d'écraser, lorsqu'il venait à peine d'éclore, ce système coopératif qu'ils représentaient alors d'un ton railleur comme une utopie de rêveur, ou qu'ils anathématisaient comme un sacrilège de socialiste. Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenue et propagée par des moyens nationaux. Mais les seigneurs de la terre et les seigneurs du capi-

tal se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs privilèges économiques. Bien loin de pousser à l'émancipation du travail, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possible. Qu'on se rappelle avec quel dédain lord Palmerston rembarra les défenseurs du bill sur les droits des tenanciers irlandais présenté pendant la dernière session. « La Chambre des Communes, s'écria-t-il, est une chambre de propriétaires fonciers ! »

La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu renaître en même temps ces aspirations communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs.

Il est un élément de succès que ce parti possède: il a le nombre; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées. C'est poussés par cette pensée que les travailleurs de différents pays, réunis en un meeting public à Saint-Martin's Hall le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association Internationale

Une autre conviction encore a inspiré ce meeting.

Si l'émancipation des classes travailleuses requiert leur union et leur concours fraternels, comment pourraient-elles accomplir cette grande mission si une politique étrangère, qui poursuit des desseins criminels, met en jeu les préjugés nationaux et fait couler dans des guerres de piraterie le sang et dilapide le bien du peuple ? Ce n'est pas la prudence des classes gouvernantes de l'Angleterre, mais bien la résistance héroïque de la classe ouvrière à leur criminelle folie qui a épargné à l'Europe occidentale l'infamie d'une croisade pour le maintien et le développement de l'esclavage outre Atlantique. L'approbation sans pudeur, la sympathie dérisoire ou l'indifférence stupide avec lesquelles les classes supérieures d'Europe ont vu la Russie saisir comme une proie les montagnes-fortresses du Caucase et assassiner l'héroïque Pologne, les empiétements immenses et sans entrave de cette puissance barbare dont la tête est à Saint-Pétersbourg et dont on retrouve la main dans tous les cabinets d'Europe, ont appris aux travailleurs qu'il leur fallait se mettre au courant des mystères de la politique internationale, surveiller la conduite diplomatique de leurs gouvernements respectifs, la combattre au besoin par tous les moyens en leur pouvoir, et enfin lorsqu'ils seraient impuissants à rien empêcher, s'entendre pour une protestation commune et revendiquer les simples lois de la morale et de la justice qui devraient gouverner les rapports entre individus, comme lois suprêmes dans le commerce des nations.

Combattre pour une politique étrangère de cette nature, c'est prendre part à la lutte générale pour l'affranchissement des travailleurs.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Rédigé par Marx du 21 au 27 octobre 1864. Publié dans la brochure "Address and Provisional Rules of the Working Men's International Association, Established September 28, 1864, at a Public Meeting held at St. Martin's Hall. Long Acre, London". éditée à Londres en novembre 1864. La traduction allemande de l'auteur fut publiée dans le "Social-

Demokrat", no 2, et le supplément au no 3, les 21 et 30 décembre 1864. Conforme au texte de la brochure. Traduit de l'anglais.

Extrait de : Karl Marx et Friedrich Engels, Œuvres choisies en trois volumes, Tome II, Éditions du Progrès, Moscou, 1976, pp. 5-13.

Notes:

1. Le 28 septembre 1864 une grande assemblée internationale d'ouvriers se tint au St. Martin's Hall de Londres ; elle marqua la fondation de l'Association internationale des travailleurs (devenue par la suite la Première Internationale). Un Comité provisoire fut élu avec K. Marx au nombre de ses membres. Celui-ci fut ensuite élu à la commission désignée le 5 octobre, à la première séance du comité, pour rédiger les documents-programmes de l'Association. Le 20 octobre, la Commission chargea Marx de revoir l'exposé mis au point pendant sa maladie et rédigé dans l'esprit de Mazzini et d'Owen. Au lieu de ce document, Marx écrivit en fait deux textes inédits: L'Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs et les Statuts provisoires de l'Association, lesquels furent approuvés le 27 octobre à la séance de la commission. Le 1er novembre 1864, l'Adresse et les Statuts furent entérinés à l'unanimité par le Comité provisoire habilité comme organe dirigeant de l'Association. Généralement connu sous le nom de Conseil Général de l'Internationale, cet organisme se dénomma principalement Conseil central jusqu'à la fin de 1866. Karl Marx fut son organisateur, son dirigeant, l'auteur de nombreux appels, déclarations, résolutions et d'autres documents du Conseil.

Dans l'Adresse inaugurale, premier document-programme, Marx amène les ouvriers à l'idée de la nécessité de prendre le pouvoir politique, de fonder un parti prolétarien indépendant et d'assurer l'union fraternelle des ouvriers de différents pays.

Publiée en 1862, l'Adresse inaugurale fut rééditée à maintes reprises jusqu'en 1876, date à laquelle la Première Internationale cessa d'exister.

2. Garrotteurs (garroters), nom donné dans les années 60 du XIXe siècle aux brigands qui étranglaient leur victime.

3. Les Livres bleus (Blue Books), dénomination générale due à la couleur bleue de la couverture des publications du Parlement britannique et des documents diplomatiques du Foreign Office. Ils sont édités en Angleterre depuis le XVIIe siècle et sont la principale source officielle de l'histoire économique et diplomatique du pays.

A la page 6 il s'agit du Compte rendu de la Commission étudiant l'action des lois sur les déportations et les travaux forcés, t. I., Londres 1863 ; à la page 90 on trouve des remarques relatives à la Correspondance avec les missions de Sa Majesté à l'étranger consacrée aux problèmes de l'industrie et des trade-unions, Londres 1867.

4. La guerre civile d'Amérique (1861-1865) opposa aux Etats-Unis le Nord industriel et les Etats du Sud qui se soulevèrent contre l'abolition de l'esclavage. La classe ouvrière anglaise s'opposa contre la politique de la bourgeoisie nationale qui soutenait les esclavagistes et empêcha par son action l'intervention de l'Angleterre dans le conflit.

5. Il est à peine besoin de rappeler au lecteur que le carbone et l'azote, parallèlement à l'eau et à certaines substances inorganiques, constituent une matière brute pour l'alimentation humaine. Or, pour alimenter l'organisme de l'homme, ces simples éléments chimiques doivent être fournis sous forme de matières végétales ou animales. Ainsi, la pomme de terre contient surtout le carbone; le froment, lui, contient le carbone et l'azote dans une proportion convenable. [Note de Marx]

6. La lutte pour une réduction de la journée de travail à dix heures, sanctionnée par une loi, fut menée en Angleterre dès la fin du XVIIIe siècle ; au début des années 1830 de larges masses ouvrières furent gagnées par ce mouvement.

La loi sur la journée de travail de dix heures pour les femmes et les adolescents seulement fut votée par le Parlement le 8 juin 1847. De nombreux industriels ne respectaient pas cette loi.

R

Ouvrier, prends la machine (La Jurassienne)

Paroles : Charles Keller, Musique : James Guillaume.

Parue dans le *Bulletin de la Fédération Jurassienne* en 1874

Ouvrier, la faim te tord les entrailles
Et te fait le regard creux,
Toi qui, sans repos ni trêve, travailles
Pour le ventre des heureux.
Ta femme s'échine, et tes enfants maigres
Sont des vieillards à douze ans ;
Ton sort est plus dur que celui des nègres
Sous les fouets abrutissants.

Refrain :
*Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,
Lève-toi, peuple puissant ;
Ouvrier, prends la machine ! (bis)*

Prends la terre, paysan !
Paysan, le sol que ton bras laboure
Rend son fruit dans sa saison,
Et c'est l'opulent bourgeois qui savoure
Le plus clair de ta moisson.
Toi, du jour de l'an à la Saint-Sylvestre,
Tu peines pour engraisser
La classe qui tient sous son lourd séquestre
Ton cerveau fait pour penser.

refrain

Mineur, qui descends dès l'aube sous terre,
Et dont les jours sont des nuits,
Qui, le fer en main, dans l'air délétère,
Rampes au fond de ton puits,
Les riches trésors que ton pic arrache
Aux flancs des rocs tourmentés
Vont bercer là-haut l'oisif et le lâche
Dans toutes les voluptés.

refrain

Qui forge l'outil ? Qui taille la pierre ?
Qui file et tisse le lin ?
Qui pétrit le pain ? Qui brasse la bière ?

Qui presse l'huile et le vin ?
Et qui donc dispose, abuse et trafique
De l'œuvre et du créateur ?
Et qui donc se fait un sort magnifique
Aux dépens du producteur ?

refrain

Qu'on donne le sol à qui le cultive,
Le navire au matelot,
Au mécanicien la locomotive,
Au fondeur le cubilot,
Et chacun aura ses franchises coudées.
Son droit et sa liberté,
Son lot de savoir, sa part aux idées,
Sa complète humanité !

refrain



Eugène Varlin (1839-1871), figure française de l'A.I.T. et de la Commune

On réduit parfois l'histoire de l'A.I.T. à celles des courants de pensée qui l'ont agitée et surtout au conflit entre Marx et Bakounine. Or la première des raisons exposées au début des statuts provisoires de l'A.I.T. est que « l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Le parcours d'Eugène Varlin, ouvrier relieur, est exemplaire de cette émancipation.

Que retenir de ce parcours ?

Tout d'abord, son attachement à ce que les enfants de la classe ouvrière reçoivent l'instruction la plus complète possible. Lui qui avait eu la chance d'aller à l'école jusqu'à treize ans, fait rare pour un enfant d'ouvrier de l'époque, qui par la suite suivit des cours du soir et lisait énormément, savait la valeur des connaissances intellectuelles. Lors du Congrès de Genève il fera partie des rares délégués à réclamer une éducation gratuite et étendue pour tous, alors que la majorité, dont Marx, optait pour une éducation avant tout technique et le début du travail dès neuf ans. Dans le texte qu'il rédigea à

ce sujet avec Bourdon (autre international parisien), ils affirment : « Pour être libre, il faut avoir la jouissance de toutes ses facultés et pouvoir suffire à son existence ; or, l'enfant n'est pas libre et pour le devenir il a justement besoin de l'instruction. »

De même, il s'opposera à la majorité des délégués du congrès qui souhaitent proscrire le travail des femmes pour les uns, ou le dévalorisent pour les autres, en soutenant dans un texte très en avance sur son temps l'égalité homme-femme dans le travail : « La femme doit travailler et être rétribuée pour son travail. Ceux qui veulent lui refuser le droit au travail veulent la mettre toujours sous la dépendance de l'homme. Nul n'a le droit de lui refuser le seul moyen d'être véritablement libre. Elle doit se suffire à elle-même, et comme ses besoins sont aussi grands que les nôtres, elle doit être rétribuée comme nous-mêmes. Que le travail soit fait par un homme, qu'il soit fait par une femme, même produit, même salaire. Par ce moyen, la femme ne fera pas baisser le salaire de l'homme et son travail la fera libre. » (13 avril 1867, Assemblée générale de la Société de crédit mutuel des relieurs.)

Varlin fut aussi un infatigable coordinateur des soutiens aux différents mouvements de grève, y compris des grèves de femmes, comme celle des ovalistes, ouvrières de l'industrie de la soie, à Lyon en 1869. Coordination qui amenait les ouvriers d'un même métier ou d'un métier proche à soutenir financièrement ceux qui étaient en grève. Ses aides financières grâce à l'A.I.T. en vinrent à dépasser les frontières : « En France, les ouvriers du bronze se mettaient en grève [avril-mai 1867]. Les patrons, dans cette profession, voulaient forcer les ouvriers à détruire eux-mêmes la société de crédit et de solidarité qu'ils avaient fondée. Cette fois la lutte était une lutte morale ; on ne discutait plus le salaire, on voulait, par la faim, abolir un droit. L'Association ne faillit pas à son rôle, et c'est peut-être là que son intervention fut des plus efficaces, car elle mit en principe, pour la première fois, le principe de solidarité qu'elle a proclamé. Elle prouva, par cette grève, que l'antagonisme qui existait jadis entre les peuples était éteint à jamais ; et c'est le peuple anglais, celui qu'on disait être notre plus grand ennemi, notre puissant rival, qui vint presque à lui seul en aide à la Société française du bronze. » (Défense des dirigeants de l'AIT, assurée par Varlin, lors de l'audience du 22 mai 1868. Varlin mentionne plus loin la grève des ouvriers de Genève).

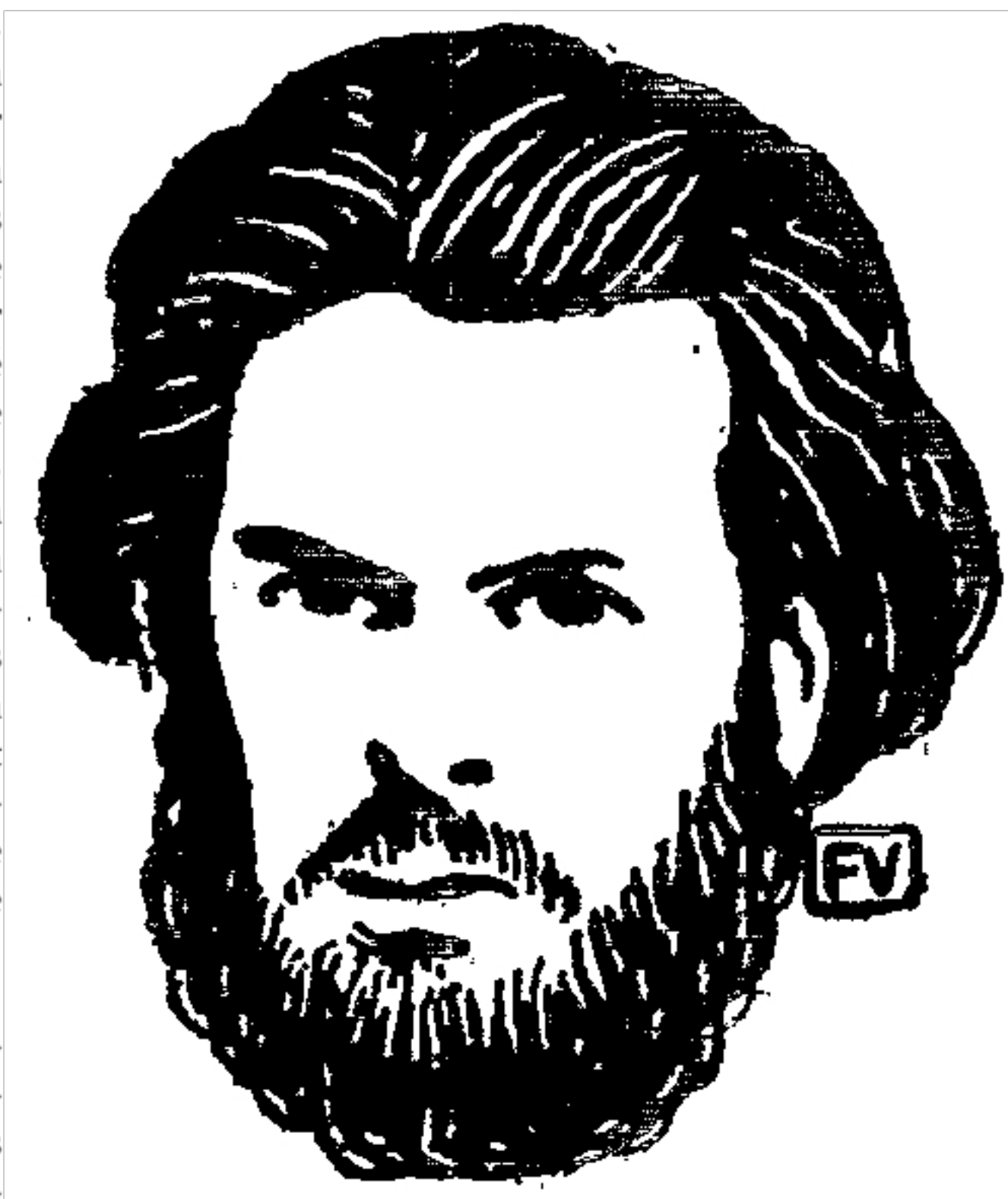
Varlin organisa aussi une coopérative de consommation, La Ménagère, qui achetait en gros les denrées qu'elle proposait à ses sociétaires. Puis une cantine coopérative, La Marmite, qui proposait des repas aux ouvriers à prix coûtant. Cette cantine qui eut assez rapidement des succursales à Paris, servait aussi de lieu privilégié de propagande pour l'Internationale et pour le mouvement ouvrier.

Varlin participa au gouvernement de la Commune, où il exprima là encore des convictions minoritaires, dues à refus de l'autoritarisme et de la violence inutile. Ainsi, il s'opposa tant à l'exécution des otages qu'à la création d'un Comité de Salut Public. Pendant la Semaine Sanglante, il est sur les barricades et se bat pour empêcher la progression des Versaillais. Le 28 mai 1871, il est arrêté, dénoncé par un prêtre qui le reconnaît, quasiment lynché pendant le trajet de la Butte Montmartre à la rue des Rosiers, où on le fusille adossé contre un mur, car il ne peut plus tenir debout.

Ajoutons que Varlin était membre d'une chorale dans laquelle il chantait des choeurs d'opéra.

Sources : Varlin, Eugène & Lejeune, Paule, Pratiques militantes & écrits d'un ouvrier communard, L'Harmattan ; Christian Labrande, La Première Internationale, 10/18. Mathieu Léonard, L'Émancipation des travailleurs, La Fabrique.

Bakou





150 ans de la Première Internationale

13-14-15 juin 2014 – Nancy

L'Association Internationale des Travailleurs (AIT), Première Internationale ouvrière, a été fondée le 28 septembre 1864 à Londres. Dans les conditions d'exploitation abominables de l'époque, imposées indifféremment aux hommes, aux femmes et aux enfants dans les mines et les usines, des travailleurs ont relevé la tête et opposé l'unité internationale de leur classe à l'entente des industriels et des banquiers. Aux côtés de personnalités connues comme Marx ou Bakounine, l'AIT a rassemblé des milliers d'ouvriers syndicalistes, des mutuellistes proudhoniens, des communistes, au-delà des clivages et surtout, au-delà des frontières. Avec un principe intangible : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Pour les 150 ans de la fondation de la Première Internationale, une trentaine de collectifs de lutte, de syndicats, d'associations et de partis politiques ont décidé d'organiser un événement à Nancy les 13-14-15 Juin 2014. Cette initiative se tiendra sous la forme de différents débats, d'une manifestation, de concerts, d'expositions, d'une librairie et de tables de presse d'éditeurs indépendants. Toutes les personnes qui souhaitent se souvenir, comprendre, débattre et partager sur les luttes passées, actuelles et à venir, seront les bienvenues.

Un siècle et demi plus tard, le capitalisme n'a jamais cessé de se réorganiser pour mieux maintenir son oppression. Tandis que le fascisme, par la montée des nationalismes et des extrêmes droites, propose à nouveau le sauvetage de ce système, l'unité et l'internationalisme à l'origine de la création de la Première Internationale seront sans nul doute au cœur de nos luttes à venir.

Pour toute information sur le week-end, visitez le site <http://www.150ans-premiere-internationale.org/>

PROGRAMME

Vendredi 13 juin

- Rencontres. "Syndicalisme de transformation sociale, d'hier à aujourd'hui". 12 et 13 juin, 9:00-17:00 Espé(Maxéville) Formation syndicale CGT, FSU, Solidaires.
- Colloque. AIT 2014. Histoire et actualité de la Première Internationale 09:00-18:00 Fac de Lettres (Nancy).

Puis au Grand Sauvoy...

- Auberge espagnole. 19:00. Apportez à boire et à manger !
- Théâtre. KarlMarx_2013@LeRetour.com 20:00
- Cinéma. La Nouvelle Babylone. 21:30
- Concert. Les Evadés et No Country for Bad Monkeys. 22:00

Samedi 14 juin

- Manifestation. 10:00 Place des Vosges. Avec la fanfare Poulidorchestra et les chorales

Puis au Grand Sauvoy...

- Chants révolutionnaires égyptiens par Redoine. 13:30
- Danse africaine par Folimandingue 14:00
- Débat. Actualité de la révolution au Moyen Orient et dans le monde arabe. 14:00-16:00 Grand Sauvoy.
- Débat. Histoires du syndicalisme. 15:00-17:00.
- Atelier de chant pour tous. 15:00-17:30
- Cinéma-débat. Impasse du développement : Lever le voile et penser l'alternative (1). "Niger: la bataille de l'uranium" 15:00-16:00
- Débat. Afrique en lutte. 16:30-18:30.

- Débat. Histoires de l'Internationale. 17:00-19:00.
- Débat. L'internationalisme aujourd'hui. 17:00-19:00.
- Débat. Contre la répression du mouvement social. 17:30-19:00.
- Cinéma. "Un cirque en terre ceinte" 18:30
- Concert des chorales révolutionnaires. 19:30
- Festival de courts métrages. 20:30
- Concert Une autre France. 21:00
- Grand bal animé par KDJ. 22:00

Dimanche 15 juin

- Débat. Luttés en Europe. 10:00-12:30.
- Cinéma-débat. Impasse du développement : Lever le voile et penser l'alternative (2). "Pour le meilleur et pour le pire" 10:30-12:30
- Chansons et musiques. Kader Dellaoui, Alias Poet, TrioRioT. 11:30
- Débat. Luttés des classes en Afrique du Sud. 13:00-14:30.
- Débat. Recherche, édition, journalisme, littérature et engagement. 13:00-15:00.
- Débat. Terra y Libertad. Contre l'accaparement des terres: la riposte des paysans. 13:00-15:00.

Et tous les jours : un salon du livre, des tables de presse, des expositions, à boire et à manger, encore de la musique, un point d'accueil permanent "chômage précarités"...

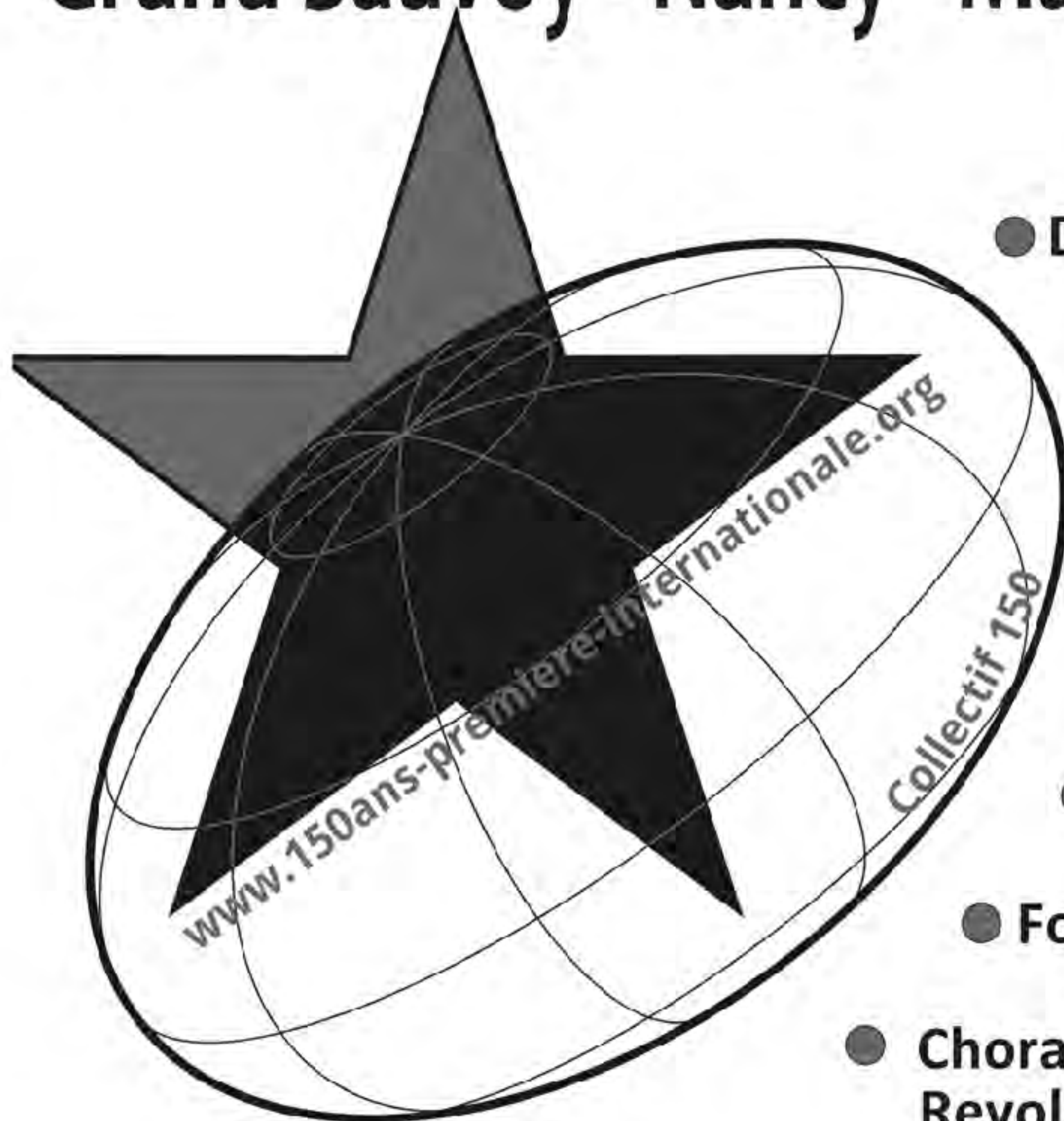
Grand Sauvoy, 17, route de Metz, Maxéville.

Favorisez le co-voiturage, le vélo, la marche à pied et les transports en communs (tram n° 2 et bus n° 9)

150 ans de luttes !

13-14-15 juin 2014

Grand Sauvoy - Nancy - Maxéville (54)



● Débats

● Salons du livre
et de revues

● Films

● Concerts

● Bal

● Forums libres

● Chorales
Revolutionnaires
Internationales

● **MANIFESTATION**

Samedi 14 juin

à 10 h - Place des Vosges

Avec la participation de la chorale des Sans Nom, CULINA, La CNT Nancy, L'Ecole émancipée, Le NPA, La CNT Metz, Solidaires 54, Journal Resister!, La CRISE, La Confédération Paysanne Lorraine, Le Bloc Anti Fasciste Nancy, La ligne d'horizon, Bure Zone Libre, Aktionsbündnis "Wir zahlen nicht für eure Krise!" (Mannheim-Deutschland), People before profit (Lewisham-England), Lorraine Sup CGT, FSU 54, Alternative Libertaire - Alsace, La chorale Strawberry Thieves (London-England), Gauche Révolutionnaire, Revue ADEN, Revue Dissidences, Editions Libertalia, Lutte Ouvrière, La chorale Il coro del Malfattori (Parma-Italia), UL CGT Nancy, Revue Révolution Permanente, IG Metall-Vertrauensleute-Alstom (Mannheim-Deutschland), Revolutionär Sozialistischer Bund (RSB) / IV. Internationale (Deutschland), Fédération anarchiste - Groupe de Metz, SNESup-FSU Université de Lorraine, Sud-Insee, Alé Hope ...